

ESPACE OUVERT À L'EXPRESSION DES ÉLUS DU CONSEIL MUNICIPAL

Majorité municipale – élus du groupe Malakoff en commun, communistes et citoyen.ne.s

> 15 élus : Jacqueline Belhomme, Sonia Figuères, Saliou Ba, Vanessa Ghiati, Dominique Cardot, Jean-Michel Poullé, Michel Aouad, Aurélien Denaes, Fatiha Alaudat, Fatou Sylla, Jocelyne Boyaval, Farid Hemidi, Catherine Morice, Thomas François, Tracy Kitenge



Saliou Ba
Adjoint à la maire chargé de l'Action sociale, de l'Hébergement d'urgence et des Jeunesses
sba@ville-malakoff.fr

Majorité municipale – élu-e-s du groupe Les Écologistes Collectif EELV et Génération-s

> 7 élus : Rodéric Aarsse, Bénédicte Ibos, Dominique Trichet-Allaire, Michaël Goldberg, Grégory Gutierrez, Julie Muret, Nicolas Garcia



Michaël Goldberg
Conseiller municipal délégué à la Culture scientifique
mgoldberg@ville-malakoff.fr

Majorité municipale – élus Socialistes et apparenté.e.s

> 7 élus : Corinne Parmentier, Antonio Oliveira, Annick Le Guillou, Loïc Courteille, Pascal Brice, Carole Sourigues, Virginie Aprikian



Loïc Courteille
Conseiller municipal
lcourteille@ville-malakoff.fr

Insee : un État défaillant !

Depuis près de deux ans maintenant, les anciens locaux de l'Insee ont été transformés par l'État en centre d'hébergement d'urgence. Initialement prévu pour six mois, ce centre, qui accueille près de 400 personnes, dont environ 80 enfants, ne fermera pas avant juin prochain, au plus tôt. Dans ce provisoire qui s'installe dans la durée, l'État a constamment renâclé à consentir les moyens nécessaires pour assurer des conditions de vie dignes et décentes aux populations hébergées : sanitaires insuffisants, présence de rats et de cafards, pas d'ouverture des fenêtres dans les chambres, accompagnement social insuffisant, nourriture suspecte... Une situation insupportable et inacceptable. Afin de faire entendre leur colère et porter leurs revendications, les familles en colère se sont constituées en collectif. Depuis des mois, la municipalité de Malakoff alerte le préfet des Hauts-de-Seine sur la dégradation inacceptable des bâtiments. L'État doit assumer ses responsabilités en matière d'hébergement d'urgence. Début septembre, dans notre département, qui est le plus riche de France, près de 60 familles dormaient dans la rue, faute de places disponibles.

La maire a rencontré le préfet et relayé la parole des hébergés de l'Insee. Des investissements sont enfin débloqués pour répondre aux problématiques les plus urgentes. Nous attendons de l'État qu'il garantisse à chacun la reconnaissance de ses droits. À Malakoff, la solidarité est une exigence du quotidien : les enfants de l'Insee domiciliés à Malakoff sont scolarisés, les familles bénéficient, en fonction de leurs ressources, de l'aide exceptionnelle versée par le CCAS débloquée par la majorité suite à la crise. Toutes les familles ont reçu des masques lavables et nous soutenons les associations locales qui leur viennent en aide. Les hébergés de l'Insee ont le droit au respect de leur dignité. Respecter leurs droits appelle la mobilisation de tous les pouvoirs publics. Nous y veillerons.

Les Chemins de la liberté

« La pensée ne doit jamais se soumettre, ni à un dogme, ni à un parti, ni à une passion, ni à un intérêt, ni à une idée préconçue, ni à quoi que ce soit, si ce n'est aux faits eux-mêmes, parce que, pour elle, se soumettre, ce serait cesser d'être. » À plus d'un siècle de distance, cette belle pensée d'Henri Poincaré résonne avec une force singulière, tant elle est d'actualité. À son époque, cette haute idée de la raison s'est traduite par l'instruction gratuite, laïque et obligatoire.

Las. À présent, victimes de la pression budgétaire permanente exercée sur les systèmes éducatifs, les jeunes Européen•ne•s sont désormais moins bien formé•e•s et la transmission des savoirs fondamentaux menacée. La figure du savant des temps modernes guidé par la raison et l'esprit critique dans sa recherche de la vérité semble aujourd'hui se dissoudre dans le chaos des passions déchaînées qui nous sont offertes en spectacle sans vergogne dans les médias et sur les réseaux sociaux. En somme, l'avènement de l'ère numérique dévoile ses travers hideux.

En définitive, les rumeurs, les légendes urbaines, les pseudo-vérités et vrais mensonges, les théories complotistes farfelues, reléguant l'analyse rationnelle des faits au rang de simple opinion noyée dans l'océan des violents spasmes qui secouent la toile, ne sont que la dernière incarnation d'un mal dévastateur vieux comme le monde : l'obscurantisme, avec son cortège de superstitions et de malheurs. Nous devons lui opposer la lumière de la connaissance.

À Malakoff, nous voulons reprendre le flambeau de l'Éducation populaire, en moderniser les atours et réaffirmer avec force le sens premier de l'instruction : le savoir est la matière dont se nourrit l'esprit pour conquérir la liberté et transcender notre condition humaine. C'est cette volonté qui animera la nouvelle délégation Culture scientifique.

Se loger pour habiter

Les logements du parc privé comme les logements sociaux sont de moins en moins accessibles. Tous les segments de l'offre connaissent « une crise durable » aux conséquences sociales parfois dramatiques tant pour les plus démunis que pour les ménages à revenus moyens.

Les lois encadrant l'hébergement et le logement se sont multipliées depuis des années (loi SRU de 2000, ENL en 2006, Dalo en 2007, Molle en 2009, Alur en 2014, Elan en 2018) et tout récemment la nouvelle réforme de l'APL qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2021. Aujourd'hui, force est de constater que les résultats de tous ces textes se font toujours attendre. Les centaines de milliers de ménages qui ne parviennent pas à se loger témoignent des difficultés de l'accès au logement en France. Comme le rappelait la Fondation Abbé Pierre dans son dernier rapport du mal-logement, près de 15 millions de personnes sont en situation de fragilité face au logement et « malgré certaines initiatives à encourager, le gouvernement, trop souvent, aggrave la situation par une politique de coupes budgétaires inédites dans le domaine du logement. »

La crise économique, décuplée par la crise sanitaire que nous connaissons, impose que l'hébergement et le logement soient des priorités. Dans le département, 21 communes sur 36 ne respectent pas l'obligation des 25% de logements sociaux prévue par la loi SRU, alors que les trois quarts des Français y sont éligibles. Dans un tel contexte, la Ville de Malakoff, fait exception et tient ses engagements de solidarité et de vivre-ensemble en proposant plus de 40% de logements sociaux. Parce que le logement n'est pas un bien comme les autres, le groupe Socialistes et apparenté.e.s est très attentif à toutes les formes d'hébergement et de logement pour qu'il soit toujours possible d'habiter Malakoff et de s'inscrire pleinement dans la vie de la commune. Nous vous tiendrons informés des projets et réalisations tout au long de cette mandature.

LES TEXTES PUBLIÉS ENGAGENT LA SEULE RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS

**Majorité municipale – élus
France insoumise et citoyen.ne.s**

> 4 élus : Anthony Touailles, Nadia Hammache, Héla Bel Hadj Youssef, Martin Vernant

**Opposition municipale – élus
Demain Malakoff. Collectif Citoyen –
Écologie, Gauche, Centre**

> 5 élus : Olivier Rajzman, Emmanuelle Jannès, Roger Pronesti, Charlotte Rault, Gilles Bresset

**Opposition municipale – élu
Malakoff Citoyen**

> 1 élu : Stéphane Tauthui



Martin Vernant
Conseiller municipal délégué à la Lutte contre les pollutions (air, eau, bruit, visuelles), conseiller territorial
mvernant@ville-malakoff.fr



Charlotte Rault
Conseillère municipale
charlotte.rault@demain-malakoff.fr
demain-malakoff.fr



Ange Stéphane Tauthui
Conseiller municipal
06 22 71 07 24
stauthui@ville-malakoff.fr

Protégeons l'eau des intérêts privés!

Alors que la crise sanitaire a une nouvelle fois mis en évidence les failles de l'économie de marché, les vieilles habitudes des milieux économiques perdurent. Ainsi, dans le secteur de la gestion de l'eau, Veolia a lancé une offre publique d'achat hostile sur Suez. Cette opération, purement financière, vise à renforcer la position déjà dominante de Veolia sur le marché de l'eau, avec un risque non négligeable d'augmentation des tarifs. Suez appartient à 32% à Engie, société d'énergie elle-même détenue à 23% par le gouvernement. Cette situation pourrait permettre à l'État de s'opposer à l'opération, d'autant que les syndicats et la direction de Suez évoquent un risque de suppression de 4 000 mille emplois. Mais le gouvernement souhaite en profiter pour se désengager totalement de Suez, en autorisant Engie à revendre ses parts. Or, cette vente aurait pour conséquence de privatiser un peu plus l'accès à l'eau et d'enlever à l'État tout droit de regard sur la stratégie de Suez! Cette opération renforcerait la position monopolistique de Veolia sur le marché de l'eau. Or, Veolia détient de nombreuses délégations de services publics, dont celle du Syndicat des eaux d'Île-de-France (Sedif), établissement public qui gère l'eau pour notre région. À chaque fois, il a été constaté que la privatisation de la gestion de l'eau avait pour conséquence un moins bon entretien du réseau et une flambée des tarifs. Veolia s'enrichit sur les dos des usagers!

Nous nous battons au sein du Sedif pour y défendre une gestion de l'eau en régie publique. L'eau est un bien vital qui doit être accessible à tous! Nous y défendons également la gratuité des premiers m³ d'eau afin de rendre ce bien accessible au plus grand nombre. L'accès à l'eau est un droit fondamental et doit être protégé des intérêts privés!

Le vivre-ensemble n'était qu'une promesse

Qu'est-ce qui nous rassemble? Comment vivre ensemble? Voici les deux questions politiques fondamentales. C'est en y répondant que les mouvements politiques fondent des programmes et des politiques publiques. C'est en apportant des réponses concrètes, qu'ils deviennent des responsables politiques. En s'adressant à l'ensemble d'un territoire, à l'ensemble d'une population. En répondant aux besoins de tous.

À Malakoff, la majorité traite les sujets selon la couleur politique qu'elle lui attribue: ne parlons pas de sécurité, «c'est un sujet de droite»; ne rendons pas la ville trop propre, «ça l'embourgeoierait»; ne stimulons pas le commerce, «ça attirerait trop de bobos». Mettre en place un service public minimum pendant les grèves? «certainement pas!» En revanche, on utilise l'argent public pour financer des affiches de propagande contre la vente d'Aéroport de Paris, on finance des cars pour ceux qui manifestent contre un projet gouvernemental, et on se prononce au Conseil municipal – après une longue et profonde analyse géopolitique de la région... sur le conflit israélo-palestinien! Comment faire vivre ensemble lorsqu'on divise les gens sur la base de leurs opinions politiques? Il est irresponsable de se positionner sur un sujet aussi grave et aussi complexe que le conflit israélo-palestinien. La majorité municipale ne peut – à aucun titre – prendre position sur un sujet qui risquerait de diviser, mais doit travailler au seul intérêt de la commune, en respectant le principe de subsidiarité.

Pour Demain Malakoff, un élu local doit travailler uniquement au service de la cause pour laquelle il a été élu: défendre les intérêts de tous les habitants. Il n'a pas le droit de s'enfermer dans la vision sectaire, quelles que soient ses affinités ou opinions personnelles. À chacun son rôle, il y a tant à faire!

Et si tu participais à la vie de Malakoff?

La crise économique à l'issue de la crise sanitaire va mettre sur le marché du travail un nombre important d'actifs et retarder l'entrée dans la vie active de nombreux jeunes, très souvent décriés par une partie des habitants comme des agitateurs. La coordination de tous les acteurs sur le terrain n'est plus une option, mais une obligation de la ville pour répondre aux besoins des habitants. La ville, les politiques, les acteurs associatifs et le territoire doivent se mobiliser pour faciliter, les mises en relation des acteurs indispensables au bien-être des habitants, afin d'assurer la protection de tous et d'éviter la marginalisation de catégories de populations au travers de stratégies électoralistes. Nous proposons la mise en place d'un accueil d'urgence unique en mairie ou dans les annexes pour faire face à toutes les détresses, aiguiller les personnes vers les services compétents et faire le suivi de la résolution de tous les cas, l'enjeu étant d'accélérer la prise en charge des situations de détresse et d'avoir tous les élus disponibles. La violence et détérioration de bien ne sont pas des solutions pour se faire entendre.

Au Malakoff Citoyen nous pensons faire vivre la démocratie locale et effacer certains préjugés surtout celles à l'égard des jeunes, il est essentiel que tous les citoyens de la ville se mobilisent pour contribuer à l'apaisement de notre société en faisant vivre la culture du dialogue, l'éveil des projets, l'ouverture de la tolérance et surtout prendre la municipalité comme un maillon qui doit contribuer à l'harmonie sociale et diviser à travers des prises de positions politiques.

Un grand merci aux héros acteurs du quotidien des habitants et à tous ceux qui ont contribué à combattre ce virus et ses effets, sur notre ville. Bien que l'équipe municipale en place se soit accaparé la médiatisation de ces actions, merci à tous ceux qui ont agi dans l'ombre avec humilité pour aider ceux qui en avaient besoin! contact@malakoffcitoyen.fr